

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES AYANT POUR OBJET  
L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS  
DES SITES DE FRANCE TRAVAIL NOUVELLE-AQUITAINE**

Procédure prévue à l'article L. 2124-1 du Code de la commande publique

**CONTRAT**

## Sommaire

DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	3
DISPOSITIONS GENERALES .....	6
<b>I. OBJET DU MARCHE PUBLIC.....</b>	<b>6</b>
<b>II. DUREE, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHE PUBLIC .....</b>	<b>6</b>
II.1 - Forme du marché public .....	6
II.2 - Durée du marché public .....	6
II.3 - Allotissement .....	6
<b>III. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
<b>IV. PERIMETRE D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC .....</b>	<b>7</b>
<b>V. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
V.1 - Conditions préalables d'intervention.....	8
V.2 - Prestations attendues .....	8
- Prestations d'entretien courant .....	8
- Prestations complémentaires .....	9
V.3 - Exécution des prestations .....	9
V.4 - Suivi de la réalisation de la prestation .....	9
V.5 – Documents de référence.....	9
<b>VI. PERSONNEL TITULAIRE.....</b>	<b>10</b>
VI.1 - Personnel affecté à l'exécution des prestations .....	10
VI.2 - Comportement du personnel .....	10
VI.3 - Obligation de confidentialité .....	11
<b>VII. MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>11</b>
<b>VIII. PENALITES.....</b>	<b>12</b>
- Prestations d'entretien courant.....	12
- Prestations ponctuelles non réalisées.....	12
- Non fourniture du bon d'intervention .....	12
- Plafonnement des pénalités.....	12
<b>IX. PRIX DU MARCHE ET MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>12</b>
IX.1 - Type et forme des prix.....	12
IX.2 - Modalités de facturation .....	13
IX.2.1 - Modalités de facturation .....	13
IX.2.2 - Révision du prix.....	14
<b>X. CONTROLE QUALITE DES PRESTATIONS ET SUIVI DU MARCHE.....</b>	<b>14</b>
X.1 - Contrôle qualité des prestations.....	14
X.2 - Suivi du marché .....	15
X.2.1 - Pilotage.....	15
X.2.2 - Réunion de lancement.....	15
X.2.3 - Réunion de suivi .....	15
<b>XI. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>15</b>
XI.1 - Responsabilité / assurances.....	15
XI.2 - Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques.....	15
XI.3 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance .....	16
XI.4 - Changement dans la situation du titulaire.....	17
XI.5 - Protection des données à caractère personnel .....	18
XI.6 - Lutte contre le travail illégal .....	18
XI.7 - Inaccessibilité temporaire d'un site .....	19
<b>XII. RESILIATION .....</b>	<b>19</b>
XII.1 - Résiliation aux torts exclusifs du titulaire .....	19
XII.2 - Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général .....	20
XII.3 - Décompte de résiliation.....	21
<b>XIII. LITIGES.....</b>	<b>21</b>

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### A – Identité des parties

Le présent marché public est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif, représenté par son directeur régional Nouvelle-Aquitaine, Monsieur Alain MAUNY, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : France Travail, Direction régionale Nouvelle-Aquitaine, 87 rue Nuyens - TSA 90001 - 33056 BORDEAUX CEDEX.

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, Siret, adresse du siège social, numéros de téléphone, courriel et forme juridique de la personne morale candidate

Si différent, indiquer également la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et Siret, du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

## B – Répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint

Cette répartition est écrite au document « Répartition des prestations entre membres du groupement », annexe du document de candidature.

## C – Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du ou des marchés sont libérées par virement sur le(s) compte(s) bancaire(s) dont le(s) relevé(s) BIC IBAN sont joints.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, le relevé BIC IBAN de chacun des membres du groupement est inséré sur cette page, si le titulaire est un groupement solidaire, le relevé BIC IBAN du compte unique est inséré sur cette page.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

## D – Décision de France Travail *(rubrique réservée à France Travail)*

L'offre est acceptée en ce qui concerne le lot ou les lots suivant(s) de la consultation :

☐ Lot n° 1 – Sites du département de la Charente - 16

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 2 – Sites du département de la Charente Maritime - 17

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 3 – Sites du département de la Corrèze – 19

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 4 - Sites du département des Deux-Sèvres - 79

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 5 – Sites du département de la Vienne - 86

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 6 – Sites du département de la Haute Vienne - 87

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 7 – Sites du département de la Dordogne - 24

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 8 – Sites du département de la Gironde - 33

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 9 – Sites du département des Landes – 40

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 10 – Sites du département du Lot et Garonne - 47

Montant forfaitaire :

☐ Lot n° 11 – Sites du département des Pyrénées Atlantiques – 64

Montant forfaitaire :

#### **E – Notification du marché (*rubrique réservée à France Travail*)**

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat, par envoi *via* le profil d'acheteur dont le Titulaire accuse réception

# DISPOSITIONS GENERALES

## I.- OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le marché public a pour objet des prestations d'entretien des espaces verts des sites de France Travail Nouvelle-Aquitaine listés à l'annexe du CCFT, telles que ces prestations sont décrites au Contrat, au Cahier des Charges Fonctionnel et Technique (CCFT) et son annexe.

Il est conclu dans le cadre du ou de chacun des lots désignés à la rubrique D des dispositions particulières du Contrat parmi les 11 lots géographiques définis à l'article II.3 « allotissement ».

## II.- DUREE, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHE PUBLIC

### II.1 - Forme du marché public

Le marché public est conclu sous la forme d'un marché mixte intégrant :

- une partie forfaitaire pour ce qui concerne les prestations d'entretien courant décrites à l'article III.1 du CCFT et son annexe.
- et une partie exécutée par émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2161-14 du code de la commande publique, sans minimum, avec un maximum exprimé en valeur pour toute la durée du marché, pour ce qui concerne :
  - ☞ les prestations complémentaires décrites à l'article III.2 du CCFT
  - ☞ aux prestations décrites à l'article III.1.9 du CCFT (dépassement du forfait).

Le marché est mono-attributaire par lot. Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé désigné ci-après par « le marché ».

### II.2- Durée du marché public

Sous réserve des dispositions du présent Contrat relatives à la résiliation, le marché public est conclu à compter de la date de sa notification pour une période ferme courant jusqu'au 31/12/2026 puis reconductible tacitement deux fois pour une période d'un an, soit une durée maximale pouvant aller jusqu'au 31/12/2028.

La date prévisionnelle de prise d'effet du marché public est fixée au 1<sup>er</sup> mai 2025. Les prestations d'entretien des espaces verts ne pourront débuter avant cette date.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que celui-ci pourra être sollicité par France Travail entre la date de notification du marché public et la date de prise d'effet du marché afin notamment, de mettre en place une ou plusieurs réunions nécessaires au démarrage des prestations objet du marché public.

Aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période en cours du marché public en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant décidé la reconduction du marché public.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché public ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

### II.3 - Allotissement

Le marché public est conclu dans le cadre du ou de chacun des lots désignés au présent article parmi les 11 lots géographiques. L'allotissement géographique s'entend par référence à un département.

Le marché est alloté de la façon suivante avec un montant maximum de chaque lot à concurrence duquel le Titulaire est engagé.

N° et intitulé du lot	Montant maximum (HT)
<b>Service Immobilier et Logistique Territoire Nord</b>	
Lot 01 : Sites du département de la Charente – 16	1 200
Lot 02 : Sites du département de la Charente Maritime – 17	2 800
Lot 03 : Sites du département de la Corrèze – 19	800
Lot 04 : Sites du département des Deux-Sèvres - 79	1 200
Lot 05 : Sites du département de la Vienne - 86	1 600
Lot 06 : Sites du département de la Haute Vienne – 87	1 600
Lot 07 : Sites du département de la Dordogne - 24	1 600
<b>Service Immobilier et Logistique Territoire Sud</b>	
Lot 08 : Sites du département de la Gironde - 33	2 400
Lot 09 : Sites du département des Landes – 40	1 600
Lot 10 : Sites du département du Lot et Garonne - 47	1 200
Lot 11 : Sites du département des Pyrénées Atlantiques – 64	2 400

### III.- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant, et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- Le présent Contrat, ses éventuels avenants et mises au point ; l'annexe du document de candidature ;
- Le Cahier des Charges Fonctionnel et Technique (CCFT) applicable à l'ensemble des lots et son annexe ;
- Le Bordereau du prix global et forfaitaire annuel/des prix unitaires (BPGF/BPU) applicable au(x) lot(s) considéré(s) ;
- Le cadre de réponse portant la Proposition technique du titulaire.
- La charte des achats responsables ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ;
- Les ordres de services

### IV.- PERIMETRE D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Les sites à entretenir, leurs caractéristiques, leurs coordonnées ainsi que les prestations à réaliser sont précisés à l'annexe du CCFT.

En cours de marché, le nombre de sites à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins, sur décision unilatérale de France Travail. Des modifications des caractéristiques des sites pourront également survenir en fonction des évolutions de la surface d'espaces verts de ces derniers (ex. augmentation ou diminution d'une surface de pelouse).

Toute modification de la surface d'entretien des espaces verts d'un site (augmentation ou diminution), ainsi que toute suppression ou ajout de site, fera l'objet d'un ordre de service au contrat, décrivant précisément les sites et surfaces concernés (notamment massifs, arbustes, arbres, etc...) selon les modalités suivantes :

➤ **Modification de la surface d'espaces verts (en plus ou en moins) ou d'une caractéristique d'un site :** La modification du site à entretenir fera l'objet d'une demande par courriel, au moins un mois avant la date prévue pour cette modification, par le Service Immobilier et Logistique.

A réception de cette demande le titulaire adressera à France Travail un nouveau bordereau du prix forfaitaire annuel tenant compte de cette modification. Le nouveau prix forfaitaire du site sera applicable après acceptation de France Travail et signature d'un ordre de service. Le titulaire s'engage à proposer des tarifs similaires à ceux du marché initial.

➤ **Suppression d'un site :** A la suite de la suppression d'un ou plusieurs site(s), le titulaire du marché ne saurait prétendre, à cette occasion, au versement d'une quelconque indemnité.

Dans le cas de la suppression d'un site, la facturation relative à ce site cessera à compter de la date de prise d'effet de la décision notifiée par France Travail.

➤ **Ajout d'un nouveau site :** Il ne pourra refuser d'inclure ce site dans la liste des sites dont il a la charge. Les facturations et paiements débiteront à la date précisée par France Travail.

L'ajout de site à entretenir fera l'objet d'une demande par courriel, au moins un mois avant la date prévue de l'ajout du site, par le Service Immobilier et Logistique.

A réception de cette demande le titulaire adressera à France Travail un nouveau bordereau du prix forfaitaire annuel tenant compte de cet ajout. Le nouveau prix forfaitaire du site sera applicable après acceptation de France Travail et signature d'un ordre de service. Le titulaire s'engage à proposer des tarifs similaires à ceux du marché initial.

Dans tous les cas le montant de la facturation (plus-value ou moins-value) tiendra compte de la date de prise d'effet mentionnée et sera calculé au prorata temporis de la durée restant à courir.

Les modifications de surfaces, suppressions ou créations de sites seront formalisées par une mise à jour de l'annexe du CCFT par France Travail à la demande du titulaire.

## **V. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **V.1. - Conditions préalables d'intervention**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du marché.

Il reconnaît notamment :

- avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des prestations, aux accès et abords, à l'exécution des prestations à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier.
- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation du marché,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution du marché et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- s'être procuré tous renseignements complémentaires éventuels auprès de France Travail jusqu'à la date de limite des demandes de renseignements complémentaires conformément au Règlement de consultation.

### **V.2. - Prestations attendues**

- **Prestations d'entretien courant**

Les prestations d'entretien courant dites « forfaitaires » sont décrites à l'article III.1 du CCFT et à son annexe.



Lorsque le nombre de prestation indiquée à l'article III.1.8 du CCFT entrant dans le forfait sera atteint sur une période d'une année d'exécution du marché, ces prestations d'entretien courant feront l'objet de bons de commandes.

Ces prestations seront déclenchées à la demande du prestataire et validées par le service immobilier avant toute intervention. Le prestataire fera en sorte qu'elle soit déclenché à titre exceptionnel.

Le prestataire devra justifier du bien-fondé de la demande (aléa climatique...). Le service immobilier vérifiera que le planning annuel validé en réunion de lancement ai été respecté et que les bons d'intervention signés des 2 parties aient été réceptionnés au service Immobilier.

Dans le cas contraire le prestataire prendra à sa charge les prestations supplémentaires afin que le site soit maintenu en état de propreté conformément au CCFT.

#### **- Prestations complémentaires**

Ces prestations dites « hors forfait » sont celles définies à l'article III.2 du CCFT et font l'objet de bons de commandes à la suite de l'élaboration d'un devis par le Titulaire sur demande exclusive de France Travail émanant du Service Immobilier et Logistique du territoire concerné.

Le Titulaire transmettra via la boîte fonctionnelle du Service Immobilier et Logistique du territoire concerné, le devis ainsi qu'un délai de réalisation.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé du fait que, dans l'hypothèse où celui-ci ne serait pas en mesure de satisfaire au besoin figurant dans la demande de devis adressée par France Travail et ce, quelle qu'en soit la raison (prix, délai...), France Travail pourra solliciter un autre prestataire en dehors de ce marché public sans pouvoir réclamer une quelconque indemnité de France Travail.

### **V.3. - Exécution des prestations**

Les prestations seront réalisées à compter de la date de prise d'effet du marché.

Le Titulaire est tenu :

- de maintenir un nombre suffisant d'intervenants sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, par site, afin de permettre une exécution efficace des prestations ; indispensable au regard notamment de la pluralité des sites au sein du lot.
- d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Les prestations sont à réaliser pendant les périodes d'ouvertures des sites.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations du marché.

### **V.4. - Suivi de la réalisation de la prestation**

Le correspondant opérationnel du Service Immobilier s'appuiera pour son suivi, sur les bons d'intervention envoyés après chaque intervention par courriel au Service Immobilier et logistique du territoire concerné. Ce bon d'intervention permettra de vérifier la conformité de la réalisation de la prestation effectuée.

A l'échéance annuelle du marché, France Travail pourra faire un point avec le Titulaire sur les interventions réalisées.

Les prestations effectuées sont contrôlées dans les conditions définies à l'article X.1 du Contrat.

### **V.5. - Documents de référence**

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de

l'exécution du présent marché, pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles, notamment les dispositions applicables des textes suivants :

- Le code de l'environnement
- La loi n° 2014-110 du 6 février 2014 (dite loi Labbé) et son article 68 modifié, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 (loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte)
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 (loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages)
- L'arrêté du 15 janvier 2021 publié au journal officiel du 21 janvier 2021 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytosanitaires dans les propriétés privées, et dans les lieux fréquentés par le public, qui instaure au 1er juillet 2022 un élargissement de l'interdiction des produits phytosanitaires
- Toutes autres lois, règles ou normes que celles citées au contrat, et qui présenteraient un intérêt vis à vis des prestations contractuelles

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur ou à venir pendant toute la durée du marché.

## **VI. - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **VI.1. – Personnel affecté à l'exécution des prestations**

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché qu'il relève des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées.

Le Titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à France Travail et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le Titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au chantier, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du marché.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces et il devra se rendre aux convocations de France Travail Nouvelle-Aquitaine en cas de consignes particulières au personnel en place.

### **VI.2- Comportement du personnel**

Le personnel du Titulaire est soumis à une obligation de réserve tant à l'égard du personnel de France Travail que des prestataires et des visiteurs. Le Titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. Le Titulaire s'engage notamment à respecter et à faire respecter les interdictions suivantes qui lui sont faites :

- diffuser à des tiers toute information dont lui-même et ses préposés peuvent avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché,
- intervenir de façon directe ou indirecte au sein des manifestations du personnel de France Travail, quelles qu'elles soient,
- provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux des sites faisant l'objet du présent marché,
- manquer de respect au personnel de France Travail ou à celui de ses partenaires,

- distribuer des brochures, tracts ou journaux,
- introduire de la marchandise destinée à être vendue,
- sortir des établissements des objets ou des documents autres que ceux liés à l'exécution des prestations dont France Travail ou l'un de ses partenaires est propriétaire,
- procéder à des vols ou à des détériorations,
- utiliser à des fins personnelles, sans accord préalable de France Travail, les locaux auquel il a accès,
- introduire et/ou consommer dans les locaux de France Travail ou de ses partenaires de la drogue ou des boissons alcoolisées.

Le personnel du Titulaire ne doit en aucun cas solliciter France Travail pour des problématiques relevant de ses relations avec le Titulaire.

Le personnel du Titulaire pourra accéder aux installations sanitaires du site pendant les horaires d'ouverture. Le Titulaire veillera à ce que son personnel ne perturbe pas le fonctionnement du service, notamment vis-à-vis du public.

### **VI.3 – Obligation de confidentialité**

Au titre du présent Contrat, le Titulaire est tenu de garantir la confidentialité des données et informations à caractère personnel dont il a connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations, en s'assurant notamment que ces données et informations ne sont pas divulguées à des tiers non autorisés ou au personnel du Titulaire non affecté à l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de cette obligation de confidentialité et se porte fort du respect de cette obligation par son personnel. Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à son encontre, tout manquement du Titulaire à cette obligation de confidentialité entraîne, sans mise en demeure préalable et aux torts exclusifs du Titulaire, la résiliation du marché dans les conditions définies à l'article XII du Contrat.

## **VII - MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations aux spécifications du marché.

France Travail peut à tout moment et sans en référer préalablement au Titulaire procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution aux dispositions du présent marché.

En cas de qualité jugée insuffisante, France Travail et le Titulaire conviennent conjointement d'un rendez-vous sur le site afin de constater cette insuffisance.

A l'issue des vérifications, si France Travail constate que les prestations peuvent être admises moyennant certaines améliorations, France Travail demande au Titulaire d'effectuer les ajustements nécessaires dans un délai maximal de 10 jours ouvrés à compter de la réception par le Titulaire de la réclamation confirmant cette décision et valant mise en demeure.

Dans le cas où le Titulaire n'effectue pas les ajustements réclamés par France Travail dans le délai des 10 jours ouvrés, il se voit appliquer une refaction, équivalente à 30% du forfait mensuel du site émis pour des prestations exécutées, sur la facture du mois suivant jusqu'à que le désordre soit rétabli.

De plus, France Travail se réserve le droit de résilier le marché aux torts du Titulaire si, après 30 jours à compter de la réception par le Titulaire de la mise en demeure indiquée ci-dessus, ce dernier n'a apporté aucune amélioration conformément aux dispositions de l'article XII.1.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour des prestations supplémentaires éventuelles qu'il aurait l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutives au redressement ou au manque de conformité des prestations.

## **VIII- PENALITES**

Sans préjudice des dispositions de l'article XII du présent Contrat, le titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité pour les retards de son fait :

- **Prestations d'entretien courant**

En cas de prestations non conformes (non faites ou mal faites) aux spécifications prévues au contrat, au CCFT et son annexe, le titulaire est redevable d'une pénalité de 20€ HT par constat de non-conformité conformité sans que cela ne fasse obstacle aux dispositions de l'article VII.

- **Prestations ponctuelles non réalisées**

Au cas où les prestations ne seraient pas réalisées dans les délais mentionnés au devis sauf cas de force majeure ou difficultés d'intervention validées avec France Travail, il sera passible d'une pénalité de 30 % du montant du devis.

- **Non fourniture du bon d'intervention**

Suite à une intervention, le titulaire est redevable d'une pénalité de 5 € par jour calendaire de retard en cas de non fourniture du bon d'intervention sur demande de France Travail dans un délai de 15 jours ouvrés.

- **Plafonnement des pénalités**

Chaque année, la valeur cumulée des pénalités de retard dans l'exécution des prestations sera plafonnée à 20% du montant annuel du marché. Au-delà, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts dans les conditions fixées à l'article XII.1 du présent contrat

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

## **IX- PRIX DU MARCHE ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **IX.1 Type et forme des prix**

Le marché est conclu au prix forfaitaire figurant à la rubrique B « Prix global et forfaitaire annuel » du bordereau BPGF/BPU pour les prestations décrites à l'article III.1 du CCFT et son annexe.

Pour les prestations courantes au-delà du forfait, le prix est conclu au prix indiqué à la rubrique C « prix unitaires ».

Pour les prestations ponctuelles définies à l'article III.2 du CCFT, le marché public est conclu au(x) prix figurant au bon de commande émis par France Travail.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Ces prix sont réputés complets et comprennent également : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement du personnel du titulaire, d'acquisition des matériels, de transport, les frais d'assurance

la totalité des frais de gestion, les réunions, le temps d'intervention y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques.

## **IX.2 Modalités de facturation**

### **IX.2.1 Modalités de facturation**

Les prestations d'entretien courant font l'objet d'une facturation mensuelle correspondant à 1/12<sup>e</sup> du montant contractuel annuel.

Au-delà des quantités indiquées à l'annexe du CCFT, la prestation fera l'objet d'un bon de commande sur la base des prix unitaires.

Pour les prestations ponctuelles, la prestation fait l'objet d'un bon de commande. Les factures portent le détail des prestations effectuées comme décrit dans le présent Contrat.

Les factures portent à minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande SAP ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, du mandataire du groupement, ainsi que celle du membre du groupement ayant exécuté la prestation ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la nature des prestations facturées ;
- l'adresse :

France travail Nouvelle-Aquitaine  
Service comptabilité IFA – 87 rue Nuyens – 33056 Bordeaux cedex

- la période concernée ou, le cas échéant, la date d'exécution de la prestation ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées.
- le numéro Siret de la Direction régionale France Travail : 13000548119424

En application des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à leur disposition. La transmission de la facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises, au choix du titulaire indiqué à la rubrique C des dispositions particulières du présent contrat, par le mandataire du groupement ou, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement. Dans le second cas, les factures sont obligatoirement transmises à France Travail par le mandataire du groupement qui atteste de la

conformité des dites factures aux stipulations du marché. Dans tous les cas, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent aux à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail.

Les sommes dues sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à l'article « Répartition de l'exécution des prestations » du présent Contrat ;
- lorsque le groupement est solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, les articles R.2193-10 à R.2193-15 du code de la commande publique s'appliquent.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

### **IX.2.2 Révision du prix**

Les prix sont révisibles annuellement pour les périodes de reconduction, conformément aux dispositions ci-après.

La révision interviendra à la date anniversaire de la prise d'effet du contrat sur la base de l'évolution de l'index « EV4 : travaux d'entretien d'espaces verts ».

Le prix révisé Pr est calculé selon la formule suivante :

$$Pr = (P0) \times (EV4[N] / EV4[0])$$

Pr : Prix révisé

P0 : prix initial forfaitaire (prix offre)

EV4[0] : Valeur de l'indice INSEE publié le mois de la notification

EV4[N] : Dernier indice INSEE publié même provisoire un mois avant la date de révision des prix

Le pourcentage d'augmentation par rapport au prix initial, pour la première révision, ou par rapport au prix issus de la révision précédente, pour les autres révisions, ne pourra pas dépasser 5%. Au-delà, France Travail se réserve la possibilité de résilier le marché.

## **X. CONTROLE QUALITE DES PRESTATIONS ET SUIVI DU MARCHE**

### **X.1. - Contrôle qualité des prestations**

Le contrôle qualité des prestations vise à s'assurer de la réalisation des prestations conformément aux dispositions du marché. Il est mis en œuvre par France Travail sur la base :

- Des visites sur site régulières du correspondant opérationnel de France Travail,
- D'une fois par an, la prestation est évaluée et ce dans le cadre de la performance de ses prestataires. Le résultat de l'évaluation pourra faire l'objet d'une présentation et d'un échange. L'évaluation des réalisées par le service Achats-Marchés, qui recueillent l'avis des utilisateurs internes du marché.

## **X.2. - Suivi du marché**

### **X.2.1 pilotage**

Le prestataire désigne un correspondant opérationnel qui sera l'interlocuteur dédié de France Travail pour le pilotage de la réalisation du marché. Il répond à toutes les sollicitations de France Travail inhérentes à l'exécution du marché et est l'interlocuteur du représentant désigné de France Travail.

Cet interlocuteur est chargé du suivi de la prestation et de l'encadrement des intervenants du Titulaire.

Le seul service donneur d'ordres et habilité à solliciter le prestataire dans le cadre du marché est le service Immobilier et Logistique de chaque territoire concerné.

Le prestataire ne doit pas répondre à une demande ou sollicitation émanant directement d'un autre service et/ou des sites de France Travail.

En cas de difficultés constatées par l'une des parties dans l'exécution des prestations, celle-ci informe sans délai l'interlocuteur désigné de l'autre partie. Dans tous les cas, le représentant du prestataire met en place l'action corrective et en informe l'interlocuteur de France Travail.

En tout état de cause une réunion peut être sollicitée par chacune des parties autant que de besoin.

### **X.2.2 Réunion de lancement**

Dans les jours suivants la notification du marché au titulaire :

- Une réunion de lancement du marché est organisée en présentiel ou distanciel. Cette réunion a pour objectif de fixer les modalités opérationnelles et d'exécution des prestations (coordonnées des interlocuteurs chargé du suivi du marché, présentation du planning annuel des prestations....).
- Une réunion en distanciel de présentation du circuit et modalités de facturation sera proposée au titulaire par le service comptabilité.

### **X.2.3 Réunion de suivi**

Une réunion sera organisée après six mois d'exécution du marché puis annuellement pour les années suivantes si nécessaire.

## **XI DISPOSITIONS DIVERSES**

### **XI.1 Responsabilité / assurances**

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché.

A la demande de France Travail et à la signature du marché, le titulaire sera tenu de produire les attestations des deux assurances précitées.

### **XI.2 Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques**

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature. Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de

l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail. La répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique 1.5 des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique 1.1 des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, y compris la liquidation judiciaire de l'opérateur économique au sens des articles L.641-1 et suivants du code de commerce et les manquements de cet opérateur aux obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article relatif à la sous-traitance du Contrat.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

### **XI.3 Dispositions applicables en cas de sous-traitance**

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail par tout moyen permettant de conférer une date certaine une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

La demande de sous-traitance est expédiée par tout moyen permettant par tout moyen de conférer une date certaine.

Courriel : [marcheimmobilierbordeaux.33127@francetravail.fr](mailto:marcheimmobilierbordeaux.33127@francetravail.fr) avec accusé de réception

Adresse postale suivante :

Direction régionale France Travail Nouvelle-Aquitaine :  
Service Achats-Marchés  
Marchés Espaces verts  
87 rue Nuyens



Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelconque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché public.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le Titulaire reconnaît en outre être parfaitement informé de ce qu'il est seul responsable de la vérification auprès de ses sous-traitants éventuels de leur souscription à un contrat d'assurance responsabilité civile et à un contrat de responsabilité professionnelle en cours de validité dans les conditions prévues à l'article XI.1 ci-avant.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 duodécies du règlement n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

- un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

#### **XI.4 Changement dans la situation du Titulaire**

Le titulaire est tenu de communiquer par tout moyen permettant de conférer une date certaine immédiatement à France Travail les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- aux groupements auxquels ils participent, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

Le titulaire s'assure également du respect de cette clause par ses éventuels sous-traitants.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire peut encourir la résiliation du marché conformément aux dispositions de l'article XII.1 du présent Contrat.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à France Travail, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par le service Achats-Marchés dans un délai de 15 jours ouvrés.

### **XI.5 Protection des données à caractère personnel**

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail par courriel à [contact-dpd@francetravail.fr](mailto:contact-dpd@francetravail.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20 ; ou via le lien <https://www.francetravail.fr/informations/informations-legales-et-conditions/protection-des-donnees-personnel.html>.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

### **XI.6 - Lutte contre le travail illégal**

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, le titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées à la notification.

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;

- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Le cas échéant, en cas de modification des coordonnées de la plateforme, France Travail communique les informations au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

#### **XI.7 Inaccessibilité temporaire d'un site**

En cas de survenance d'un événement rendant le site inaccessible sur une période d'un mois ou plus, le titulaire et France Travail se rapprocheront afin déterminer le montant de la réfaction applicable à la période concernée.

## **XII RÉSILIATION**

### **XII.1 Résiliation aux torts exclusifs du titulaire**

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application de l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;

- sans mise en demeure préalable, en cas d'atteinte du plafond de pénalités fixé à l'article VIII du Contrat ;
- Lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de six mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du Code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même Code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché public est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à date d'effet de six mois à compter de l'injonction de France Travail.
- lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du Code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.
- Lorsque les modifications tarifaires dépassent le taux prévu à l'article IX.2.2 relatif à la clause de sauvegarde.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

## **XII.2 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général**

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général.

La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à une indemnité de résiliation au profit du Titulaire

En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

## **XII.3 Décompte de résiliation**

La résiliation prise en application des articles XII.1. et XII.2 fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par France Travail et notifié au titulaire.

Le décompte de résiliation prend en compte d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont France Travail accepte l'achèvement.

### **XIII LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du Code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant du titulaire :

(à revêtir du cachet de la société)

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant de  
France Travail Nouvelle-Aquitaine :